

## ENTREPRISES

## SNCB : Jean-Luc Crucke annonce un préaccord social avec les syndicats

Un préaccord sur les volets mobilité et ressources humaines a pu être conclu au terme de deux jours de concertation entre le ministre fédéral de la Mobilité Jean-Luc Crucke (Les Engagés), les représentants de HR Rail, de la SNCB, d'Infra-abel ainsi que les syndicats CGSP Cheminots, CSC Transcom et SLFP Cheminots. Le ministre de la Mobilité a précisé que les parties autour de la table s'étaient accordées sur un texte qui reprend plusieurs principes fondamentaux, dont la garantie de l'emploi et des droits acquis des travailleurs. Un transfert de compétences est également prévu, notamment en matière de recrutement. HR Rail restera pour sa part garant de la concertation sociale, de la réglementation, du statut du personnel et des contrats. Enfin, un cadre « adapté aux défis actuels du secteur » sera mis en place avec la modernisation du statut et le développement des relations contractuelles. Suffisant pour éviter de nouvelles actions sur le rail ? On est encore loin du compte. Le texte fait l'objet d'un « projet de préaccord », tempère-t-on du côté syndical, précisant que les avancées devaient désormais être soumises aux affiliés. Leur approbation constitue une étape essentielle avant la présentation officielle du projet au gouvernement fédéral, a encore indiqué Jean-Luc Crucke.

Mais plus fondamentalement, le sujet très explosif des pensions n'a pas été abordé. Et pour cause : le dossier se trouve sur la table du ministre des Pensions, Jan Jambon (N-VA), avec lequel une rencontre est programmée pour le 28 avril. Une rencontre déterminante, souffle-t-on dans les rangs syndicaux, qui pourrait influencer la poursuite, ou non, des actions... G.D



## La bourde de la Chambre, qui dévoile l'issue d'un scrutin avant même de voter

Tout arrive, même un nouveau comité de direction à l'Autorité de protection des données (APD), lequel est tout sauf une planque (souvenez-vous du tsunami qui l'a balayé pendant la crise covid après les révélations de deux lanceuses d'alerte). Ultime étape, ce jeudi en plénière à la Chambre, au terme d'une procédure de sélection, très communautarisée, en commission Justice : le vote pour le poste d'inspecteur général. D'après les règles linguistiques, et le fait que d'autres candidats aient déjà été élus à d'autres postes (dont la lanceuse d'alerte et ex-directrice, Alexandra Jaspard), il reste deux candidats éligibles. Lesquels ? Chut, le scrutin est secret... Sauf que le bristol pour la prestation de serment a d'ores et déjà été adressé aux députés ce mercredi. Et, surprise, avant même la séance de vote, y apparaît le nom de l'heureux élu : Peter Van den Eynde (qui rempilerait, donc). Puisque tout est dit, dévoilons, sans trahir le RGPD, le nom de l'autre candidat, apparemment malheureux : Vincent Medaer Bours. Conscient de leur bourde, les services de la Chambre n'ont pas tardé à renvoyer un correctif en gommant le nom du futur inspecteur général. De là à imaginer que l'affaire serait pliée, il y a un pas infranchissable dans une démocratie qui fonctionne. P.H.L.

## ÉGLISE CATHOLIQUE

# Le pape reste une « voix » dans



La liste des chefs d'Etats attendus ce samedi à Rome pour assister aux funérailles du pape François témoigne du poids d'un souverain pontife sur la scène internationale. Mais à quel(s) titre(s) y pèse-t-il ? Quel est son pouvoir réel en ce premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle ?...

DÉCODAGE  
WILLIAM BOURTON

On ne peut être que frappé par le défilé des grands de ce monde au Vatican. Un des derniers dirigeants à avoir été reçu en audience par François fut ainsi le vice-président des Etats-Unis, J.D. Vance – et cela à la demande du visiteur. Deux mois plus tôt, le pape avait pourtant émis de vives critiques à l'égard de la politique migratoire américaine, et l'on sait que ceux qui osent blâmer l'administration Trump se retrouvent habituellement sur une liste noire...

Pourquoi un tel empressement à approcher le pape ? Quel est, en 2025, son pouvoir, son influence sur la scène mondiale ? Et tout d'abord, qui les chefs d'Etat étrangers rencontrent-ils au juste au Saint-Siège ? Le monarque du micro-Etat du Vatican ? Le chef de l'Eglise catholique ? L'« autorité morale » que l'on reconnaît habituellement au pontife ?

« Le pape est tout cela à la fois et il faut toujours analyser son influence réelle, ou celle qu'on lui attribue, en fonction de ces trois éléments, en sachant qu'évidemment, ils ne sont pas toujours complètement séparés », répond Michel Liegeois, professeur de relations internationales à l'UCLouvain.

### Le chef d'Etat

En tant que chef d'Etat, le pape bénéficie d'un réseau diplomatique. Il est à la tête de 176 nonciatures apostoliques dans le monde : ce sont les missions diplomatiques du Saint-Siège dirigées par des nonces, qui ont rang d'ambassadeurs.

« Le pape fait partie du circuit diplomatique », confirme le P Liegeois. « Ça peut paraître anodin mais la politique internationale passe quand même

beaucoup par les canaux diplomatiques même si c'est évidemment moins médiatisé qu'une réunion dans le Bureau ovale, diffusée à la télévision dans le monde entier... Le Vatican fait partie de cette machinerie diplomatique internationale ; c'est lié au fait qu'il est un Etat et qu'il est donc traité comme tel par les acteurs internationaux. »

Pour le spécialiste des relations internationales et professeur des universités à Sciences Po Paris Bertrand Badie (auteur de *Art de la paix*, publié l'an dernier chez Flammarion), il y avait, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, une vraie diplomatie pontificale. « Cela s'est terminé avec la guerre froide, qui a mis en place un nouveau système de relations internationales qui, en quelque sorte, a été inauguré par la fameuse formule de Staline : "Le pape : combien de divisions ?"... Il n'avait d'armée, donc il ne comptait pas... », explique-t-il. « Je pense donc que l'influence diplomatique du Vatican s'est considérablement réduite, même si à certains moments on a pu constater un rôle discret d'arbitrage, soit de Rome, soit des nonces apostoliques, dans certaines zones de conflits. Mais c'est devenu secondaire. »

Au profit d'une diplomatie d'influence ? D'un rôle de *soft power* ? Bertrand Badie fait la moue... « On voit bien qu'il y a une régression de la religion catholique, singulièrement en Europe. Donc, courtiser le pontificat pour bénéficier de son *soft power* n'est plus un enjeu politique comme cela pouvait l'être autrefois », affirme-t-il. « En réalité, la posture la plus intéressante du pape est sa capacité "d'annonciation", de dire un certain nombre de choses dans le concert des relations internationales. Car dès lors que la chose est dite de manière forte et claire, ça pèse : soit comme effet de stigmatisation, soit comme effet d'encouragement. »

Nous allons y revenir.

### Le chef religieux

Le pape est le chef d'une Eglise qui compte des millions de fidèles sur tous les continents. « Mais quelle influence a, à notre époque, un pape sur un milliard et 329 millions de catholiques, dont 256 millions en Afrique ? », se demande l'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, dans son *Nouveau dictionnaire amoureux de la géopolitique* (Plon, 2025). « Et, au-delà, sur les quelque six autres milliards, sur 885 millions de protes-

tants (dont 80 millions d'évangélistes américains, extrémistes sur le Proche-Orient, qui ne cessent de progresser en Afrique au détriment des catholiques), et au-delà pour les hindouistes, confucianistes, juifs, animistes, athées ? Sur le monde chinois ? Le prestige du pape reste immense. Mais comment mesurer sa puissance dans notre monde ultra-matérialiste et individualiste ? »

Poser la question ainsi, c'est y répondre, est-on tenté de rétorquer... Pour Michel Liegeois, il faut cependant aller y voir de plus près. « Le nombre de fidèles est incontestablement en baisse dans la plupart des pays occidentaux, dont la Belgique, mais ce n'est pas le cas dans les pays du Sud : en Afrique, en Amérique latine, dans certains pays d'Asie, où l'Eglise catholique est encore extrêmement importante », précise-t-il. « Et donc l'influence que le pape peut avoir à travers les consignes qu'il peut donner est réelle parce que ce n'est pas une religion confidentielle : c'est une des trois grandes religions monothéistes, qui pèse encore très lourd, surtout dans la géopolitique des religions. »

### L'« influenceur »

Bertrand Badie l'a évoqué, lorsque le pape dénonce les inégalités dans le monde, s'indigne du sort des migrants ou exhorte les dirigeants de la planète à prendre des mesures en faveur du climat à la hauteur du péril qui nous menace, ses propos sont répercutés partout... même s'ils ne débouchent habituellement pas sur des mesures concrètes. Mais, comme le fait observer Michel Liegeois, d'une certaine façon, le contraire serait inquiétant car cela voudrait dire que le monde est encore dirigé par des autorités religieuses, « ce qui n'est peut-être pas souhaitable, ni même souhaité par l'Eglise elle-même »...

A en croire Bertrand Badie, François a su parfaitement jouer de cette fameuse capacité « d'annonciation ». « Il est devenu le pape de la mondialisation : un homme qui, dans un rôle extérieur au jeu interétatique classique, a eu une parole qui porte », estime-t-il. « Je me permettrais de la comparer à la parole juridique portée par la Cour internationale de justice ou par la Cour pénale internationale. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont des paroles qui n'ont pas de capacité exécutoire mais qui marquent les esprits, qui marquent



En réalité, la posture la plus intéressante du pape est sa capacité « d'annonciation », de dire un certain nombre de choses dans le concert des relations internationales

Bertrand Badie  
Professeur des universités  
à Sciences Po Paris

